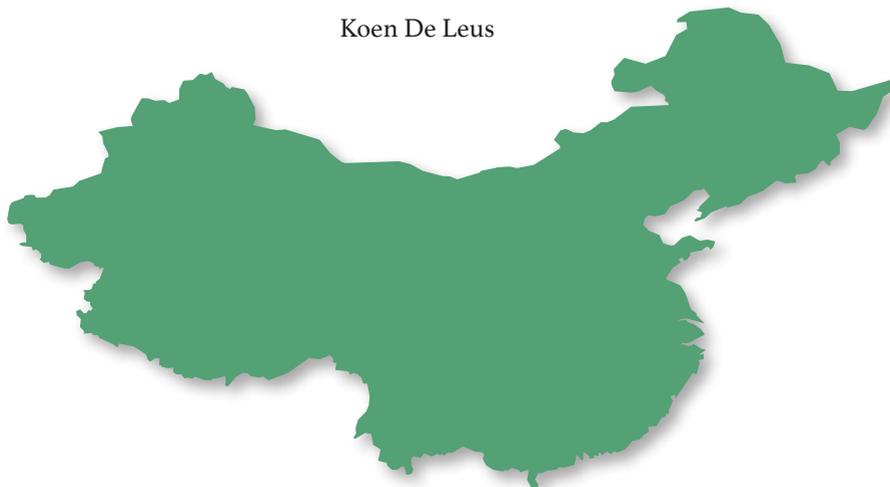


Voyage d'étude en Chine

Koen De Leus



Du 15 au 28 septembre 2018, Koen De Leus*
(Chief Economist chez BNP Paribas Fortis) est allé en
Chine où il a visité plusieurs villes et entreprises.
Dans ce compte-rendu, il partage ses impressions
concernant cette puissance économique.

* Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement la position de BNP Paribas Fortis.

1. Guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis : laquelle des trois?	3
2. Bulles et déséquilibres	6
3. Stimuler la consommation en améliorant la sécurité sociale	11
4. Vers une société digitale à vitesse grand V	15
5. La Chine, pays des extrêmes et des paradoxes	25

La rédaction de ce texte s'est achevée le 5 décembre 2018.

1. Guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis : laquelle des trois ?

« La Chine veut conclure un accord, mais je crois qu'elle n'est pas encore prête. C'est pourquoi nous avons annulé plusieurs réunions. » Voilà ce que le président Trump déclarait il y a quelques jours. Lors de notre voyage d'études en Chine, nous avons appris qu'il existait une vérité alternative. La question que se posent les Chinois : « De quel genre de guerre commerciale s'agit-il, au juste ? » En réaction au coup de griffe du président américain, l'ambassadeur de Chine à Washington, Cui Tiankai, a déclaré que « les États-Unis doivent préciser leur véritables intentions. »

Trois options se présentent. La première suit le raisonnement du ministre américain des Finances Steven Mnuchin, qui considère que les Chinois ne tiennent pas leurs promesses en matière de droits de propriété intellectuelle, de réciprocité, d'accessibilité aux entreprises étrangères, etc. Fin 2001, la Chine a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en promettant une ouverture progressive de son économie. Ces dernières années surtout, cela se fait d'une lenteur pénible. Dans un rapport publié en septembre, la Chambre de commerce européenne en Chine signale un « déficit de réformes » en augmentation : l'écart entre la croissance rapide et le rythme auquel l'économie chinoise se réforme, s'amplifie. L'organisation avance 832 (!) recommandations pour réduire cet abîme.

'Ado'

La critique se justifie. L'empire du Milieu se comporte comme un 'ado' : il se réjouit des avantages que lui confère sa croissance, mais refuse d'endosser la responsabilité qu'ils impliquent. Lors de son adhésion à l'OMC, une certaine marge de manœuvre lui avait été concédée en raison de son statut de pays émergent. Aujourd'hui, la Chine étant devenue la deuxième économie mondiale, elle doit se conformer aux règles, tout comme les autres grands pays. La pilule a du mal à passer. Pourquoi la Chine devrait-elle subitement renoncer aux avantages dont elle a jusque-là pu bénéficier ? Dans cette guerre-là, un accord est tout à fait possible.

Dans le deuxième cas de figure, c'est beaucoup moins évident. Cette guerre commerciale reflète notamment la vision de Peter Navarro, conseiller économique de Donald Trump. Selon Navarro, la guerre commerciale est un instrument permettant plus ou moins de rééquilibrer les choses comme elles l'étaient avant. Autrement dit : c'est un moyen de limiter le pouvoir de la Chine. Car les États-Unis ont peur de perdre leur hégémonie mondiale. À la fin des années 70, l'économie américaine était 16 fois plus importante que celle de la Chine. Aujourd'hui, elle n'est plus que 1,6 fois plus grande : 19,4 milliards de dollars pour les États-Unis vs 12,2 milliards de dollars pour la Chine. Dans une dizaine d'années, à moins d'un accident de l'histoire, l'économie chinoise aura dépassé celle des États-Unis. Une perspective qui ne plaît guère aux Américains.

Leadership technologique

Être le numéro un mondial, cela veut dire également que l'on peut imposer certaines normes. Cela implique un leadership technologique dans certains secteurs. Véritable cauchemar des États-Unis, la situation actuelle de la technologie 5G en est un bel exemple. Quatre joueurs mondiaux dominent le marché : deux européens (Nokia et Ericsson ainsi que leurs partenaires) et deux chinois (ZTE, et plus particulièrement Huawei). « L'évolution de la 4G à la 5G peut être comparée à la différence entre la Mercedes 180C et la S550 », m'a expliqué le vice-président des affaires commerciales de Huawei.

En gros, la 5G représente la clé de ce qu'on appelle l'Internet des objets. Les machines pourront communiquer entre elles, les véhicules autonomes seront une réalité, et la productivité mondiale recevra un sérieux coup de coupe. Transmettre le contrôle de tout ce flux d'informations aux Chinois – voire aux Européens – n'est pas une option valable aux yeux des Américains. En privant la Chine de la technologie de pointe des États-Unis, l'émergence rapide du pays peut être ralentie. Ce qui ne fait que confirmer les Chinois dans leur vision qu'ils doivent devenir rapidement autosuffisants. D'où l'idée du programme «Made in China 2025», selon lequel – dans les 12 secteurs de l'avenir qui ont été définis – 70 % des fournisseurs devraient être chinois. La voie sur laquelle on est train de pousser la Chine est celle d'une économie plus fermée.

La troisième guerre commerciale menée par les États-Unis, est celle dirigée par toutes les idées qui traversent la tête du président Trump à un moment ou un autre: une Chine qui vole les emplois des Américains, une Chine qui ne cesse de manipuler sa monnaie, etc.

Pas d'accord

Cette imprévisibilité, combinée avec l'impasse à laquelle mènent les différentes options – une plus grande ouverture du marché aux entreprises américaines vs la volonté de ramener la production aux États-Unis vs l'idée de bloquer l'accès de la Chine aux technologies américaines – rend les Chinois réticents à mettre de nouvelles propositions sur la table. Tant que l'administration américaine n'aura pas décidé elle-même de la guerre qu'elle veut mener, aucun accord n'est possible. Ceux qui espèrent encore que cette guerre commerciale s'atténuera feraient bien de se préparer à la déception.

2. Bulles et déséquilibres

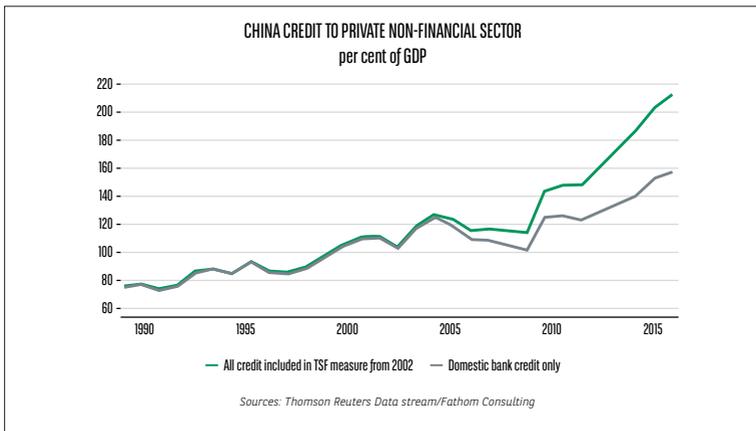
L'impact de l'instabilité géopolitique croissante et du risque d'escalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine sur la croissance au 3e trimestre (6,5 %) est cependant restreint, en raison de commandes passées en toute hâte pour éviter les nouveaux droits de douane. Les premiers signes de l'impact du courroux trumpien seront perceptibles à partir du 4e trimestre.

La hausse des droits perçus par les États-Unis sur les importations chinoises ne devrait pas mettre à mal l'économie du Milieu. Selon les estimations les plus alarmistes, son impact ne devrait pas dépasser 1 %, même dans l'hypothèse où le tarif actuel (10 %) est porté en mars de l'année prochaine à 25 %. Un pour cent par rapport à une croissance de 6,5 %, voilà qui n'est pas dramatique. À plus long terme, les entreprises remettront toutefois en question leur chaîne d'approvisionnement chinoise pour les produits américains. Le groupe néerlandais Philips l'a déjà annoncé récemment. Avec à la clé un sérieux contrecoup potentiel pour les investissements étrangers en Chine. Ce recul des investissements pourrait même se généraliser dans l'hypothèse d'un essoufflement de la tendance à la globalisation.

Décru

Le problème de la Chine, c'est que sa croissance a déjà amorcé sa décrue. Cet éventuel recul des exportations se produirait dans un contexte de lutte contre les bulles et déséquilibres, engagée depuis plusieurs mois par les autorités chinoises. Quels sont les problèmes auxquels l'Empire du Milieu est confronté? Nous en distinguons trois: la dette, l'immobilier et la réforme des entreprises publiques.

Il y a quelques mois, la Chine a créé une agence spéciale chargée de radiographier le problème de la dette. Depuis la grande crise financière, les dettes de crédit américaines à des entreprises non financières sont passées de 120 % du PIB à 220 %. Le taux zéro en vigueur aux USA a entraîné dans son sillage les taux en Chine. La pression haussière sur le yuan par rapport au dollar s'est ainsi légèrement relâchée. Avec comme effet secondaire une explosion des crédits.



Ces crédits ont été alloués à différents acteurs économiques. Les deux principaux sont les pouvoirs locaux et les entreprises publiques. Les crédits accordés à ces dernières ont énormément progressé au cours des dernières années, de 12 à 22 % du PIB. Le niveau d'endettement des pouvoirs locaux a également augmenté en flèche, sans toujours aller de pair avec des investissements réussis dans les infrastructures et l'immobilier. Au cours des derniers trimestres, les entités provinciales – qui possèdent un rating de crédit nettement meilleur que les pouvoirs locaux – ont émis des obligations dans le but d'endosser ces dettes locales. Résultat, les dettes n'ont pas disparu, mais le risque de défaut de paiement et le taux d'intérêt ont diminué.

Système fantôme

Autre problème, la Chine a vu se développer au fil des ans un système bancaire fantôme tentaculaire, qui échappe au contrôle du régulateur. Dans le cadre de ce système, des institutions financières – et non des institutions bancaires – accordent des crédits à des taux plus élevés. Les preneurs de ces crédits sont les entreprises publiques, les pouvoirs locaux et les petites entreprises auxquelles les banques refusent d'accorder des prêts. Les actifs sont injectés dans ce système par des particuliers fortunés, qui y voient un moyen d'obtenir des rendements supérieurs. Certaines banques, en quête de marges supérieures, se sont également laissées tenter.

Le ‘produit d’investissement semi-garanti’ est une autre formule qui a connu un énorme succès auprès des Chinois moyens au cours de la dernière décennie. À la fin 2016, on dénombrait en Chine quelque 4.400 banques, dont une cinquantaine de banques d’envergure nationale. Les autres sont des établissements locaux, qui ne font pas le poids par rapport aux mastodontes. Les pouvoirs publics chinois ont cherché ces derniers temps une manière d’encourager les citoyens à confier également leur argent à ces plus petites banques. Ces dernières ont ainsi été en mesure d’accorder des crédits aux PME de petite envergure.

En raison de son appréciable rendement et de la garantie implicite de l’État, ce produit a connu un franc succès. Au point de représenter aujourd’hui 50 % des dépôts des particuliers auprès de banques. Cette médaille a toutefois un revers : aucun capital ne garantit ces crédits. Quand l’économie se porte bien, une telle anomalie ne porte pas à conséquence. Mais quid en cas de revirement de tendance ? Les sommes empruntées pourront-elles être remboursées ? Voilà pourquoi l’État chinois a explicitement retiré sa garantie implicite et a ordonné aux banques de laisser mourir ce ‘superproduit’ de sa belle mort. Une mort progressive, pour que les petites PME ne se retrouvent pas du jour au lendemain sans source de financement.

Cashless

Autre activité bancaire fantôme, les plateformes de paiement des géants technologiques tels que Tencent et Alibaba. Ces acteurs accordent du crédit ou réalisent d’autres investissements au moyen des sommes parquées par leurs clients sur leurs portefeuilles électroniques. Malgré l’accroissement rapide de ce montant total en raison du rythme accéléré auquel la société chinoise évolue vers le cashless, le risque reste limité, en raison des gigantesques bénéfices réalisés par ces entreprises. Les autorités chinoises leur ont néanmoins enjoint de constituer des réserves auprès de la Banque centrale de Chine, à l’instar des ‘vraies’ banques.

Le déminage de cette bombe s’effectue très progressivement, avec une stabilisation du taux d’endettement au cours des derniers trimestres. Le recul du crédit entraîne toutefois une baisse des investissements. Dans l’optique de la croissance économique, les autorités chinoises appuient plus ou moins fort sur cette pédale de frein.

Entreprises publiques

Les entreprises publiques sont la seconde cause d'insomnie des dirigeants chinois. Quelque 70 % des entreprises du pays sont liées directement ou indirectement aux pouvoirs publics. Les autres sont purement privées. Les entreprises publiques sont autorisées à faire des bénéfices, mais dans le cadre d'une vocation sociale et sociétale plus large. Ce contexte ne facilite pas la vie aux entreprises privées. Les banques accordent en effet plus volontiers des crédits aux entreprises publiques, en raison de la garantie implicite de l'État.

Les entreprises privées sont toutefois cruciales pour la santé de l'économie. Elles sont responsables de 90 % des emplois nouvellement créés, de 80 % du taux d'emploi, de 70 % de l'innovation technologique et de 60 % du PIB. D'où la volonté du président Xi Jinping de réformer les entreprises publiques. Le but est de créer un level-playing field pour les entreprises étrangères et d'ouvrir davantage le marché chinois aux capitaux étrangers. La volonté est là, mais de là à changer la réalité... Lors de la présentation de son récent rapport, la Chambre de Commerce sino-européenne a évoqué un grand déficit en réformes, ainsi qu'un énorme fossé entre le rythme des réformes et celui de la croissance économique. Ce rapport présente 832 (!) mesures de nature à y remédier.

Les réformes n'ont pas manqué au cours des dernières années, mais leur mise en œuvre est poussive. La principale raison s'en trouve, selon mes interlocuteurs chinois, dans la grande lessive opérée par Xi durant son premier quinquennat. Il s'est attaqué à la corruption généralisée, puis il a repris le contrôle de l'armée, sans doute en adoptant la devise de Mao: 'Le pouvoir politique est au bout du canon d'un fusil'. Durant cette période, Xi ne s'est pas fait beaucoup d'amis. C'est sans doute là qu'il faut trouver la raison de la mise sur une voie de garage de la réforme des entreprises publiques.

Bulle immobilière

Le troisième défi, c'est l'immobilier. Quel que soit le critère d'évaluation choisi, l'immobilier chinois est surévalué. En Europe, on estime à 20 ans la durée de récupération de l'investissement pour un appartement mis en location. Dans les grandes villes chinoises, cette durée est comprise entre 50 et 80 ans. D'après Numbeo – la plus grande banque d'informations mondiale sur les villes et les pays, sur la base des données fournies par les utilisateurs – le prix du mètre carré

(appartement) à Pékin ou Shanghai est proche de 15.000 USD, soit davantage que les prix affichés pour un appartement à New York. Toujours selon cette même source, le chiffre pour Bruxelles se monte à 3.500 USD. Or, notre niveau de vie est deux fois plus élevé qu'en Chine.

Cette surévaluation remonte à une dizaine d'années. Il faut dire que l'achat d'un appartement en Chine ne se fait pas aux mêmes fins qu'en Europe. Primo, l'achat immobilier est considéré par les Chinois comme un investissement, et ce en l'absence d'autres produits d'investissement. Secundo, les Chinois achètent un appartement comme assurance pour leurs vieux jours. Jadis, la solidarité familiale jouait pleinement, mais cette coutume a disparu avec l'avènement de la politique de l'enfant unique. Aujourd'hui, un couple doit s'occuper de ses deux parents, et éventuellement des grands-parents. Un lourd fardeau (financier) à porter pour les jeunes Chinois.

En raison de cette dynamique, la bulle immobilière chinoise n'est pas près de se réduire. Les prix seront en outre soutenus dans les deux prochaines années par deux tendances qui alimentent la demande. D'abord l'urbanisation, qui se poursuit sans relâche. Aujourd'hui, le taux d'urbanisation est de 57%, mais le gouvernement pronostique une progression jusqu'à 80%. Ensuite, la prospérité croissante incite les Chinois à rechercher des appartements plus grands. Là où l'appartement moyen était de 30 m² il y a quelques années, cette superficie est désormais de 35 m². Autre évolution, les jeunes couples ne peuvent plus se permettre d'acheter un appartement dans le centre des villes, en raison de la forte hausse des prix de l'immobilier. Dans une ville comme Pékin, qui est 21 fois plus étendue que New York, les travailleurs sont souvent amenés à faire jusqu'à 3 heures de navette domicile/travail par jour, et ce malgré la remarquable efficacité du métro.

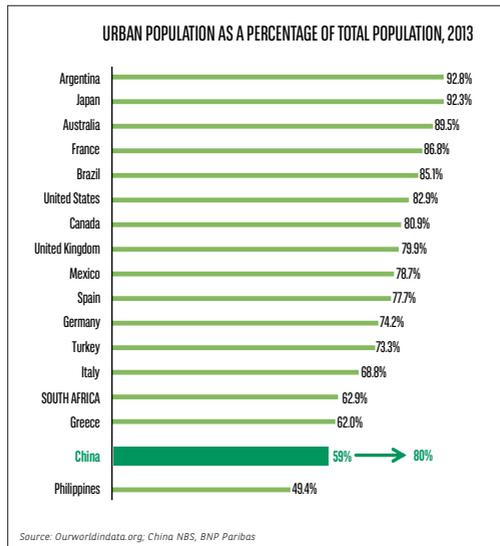
Consommation

Si les 'bulles' chinoises présentent peu de risques d'exploser, il n'est pas davantage envisageable de les voir grossir encore. En d'autres termes, parallèlement au ralentissement de la croissance des exportations, le second moteur de la croissance chinoise – les investissements – devrait lui aussi se mettre à tussoter. Plutôt que d'opérer un changement de cap en douceur vers une économie soutenue par la consommation, la Chine doit virer subitement de bord. Avec un coefficient d'épargne de 37% et un taux d'urbanisation de 57% 'seulement', le pays possède toutefois les instruments voulus pour réussir ce virage.

3. Stimuler la consommation en améliorant la sécurité sociale

Au cours du dernier demi-siècle, l'urbanisation s'est accrue à une allure fulgurante. Au début des années 70, moins de 20 % des Chinois habitaient en milieu urbain. Auparavant, le 'Grand Bond en avant' et la Révolution culturelle, deux campagnes tragiques dirigées à l'époque par Mao Zedong, avaient plongé le pays dans la stupeur. Le Grand Bond en avant (de 1958 à 1961) visait la transformation rapide de la Chine, d'une économie agricole en une société industrielle socialiste, par l'industrialisation et la collectivisation. Au cours de ces trois années, selon diverses estimations, la famine a causé la mort de 18 à 45 millions de personnes. Le nombre de victimes des violences et nettoyages perpétrés pendant la Révolution culturelle (de 1966 à 1976) varie, selon les sources, entre 1,7 et 8 millions.

L'arrivée de Deng Xiaoping marqua le début d'un revirement. Il introduisit une politique de 'capitalisme à facettes socialistes' qui engendra, dans les décennies suivantes, une véritable migration. Aujourd'hui, en Chine, le taux d'urbanisation atteint presque 60 %, ce qui le rend comparable à celui de pays comme l'Afrique du Sud et la Grèce. Dans les pays industrialisés occidentaux, le taux d'urbanisation fluctue entre 75 % et 90 %.



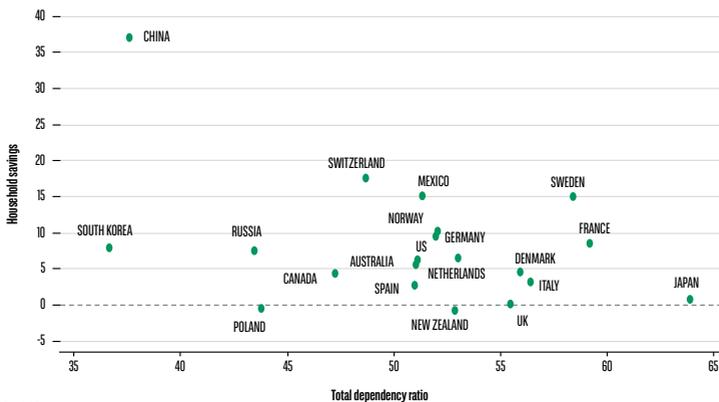
Prosperité

Mais le gouvernement chinois souhaite-t-il poursuivre le processus d'urbanisation ? Oui, malgré le discours politique avec lequel il chante les louanges des régions rurales. Nombre de partisans du Parti communiste sont des paysans habitant la campagne. D'un point de vue économique, il est toutefois plus judicieux d'investir pleinement dans le développement urbain. Le flux migratoire ne se dirigera pas tant vers les mégapoles surpeuplées que vers les villes du Tier 2 et du Tier 3. Aujourd'hui, ce sont d'ailleurs ces villes-là qui enregistrent la plus grande croissance. Le revenu moyen y est encore inférieur, atteignant respectivement 20 000 et 10 000 dollars américains par an dans les villes du Tier 2 et du Tier 3, par rapport à 34 000 dollars dans les villes du Tier 1.

La transition de l'agriculture à l'industrie ou aux services rehausse la productivité. La prospérité croissante des citoyens stimule la consommation et est accompagnée d'une amélioration du niveau de vie. En outre, l'apport de main-d'œuvre issue des régions rurales compense le rétrécissement de la population en âge de travailler. Dans les années à venir, le vieillissement constituera en effet l'un des défis majeurs de l'économie chinoise. Aujourd'hui, le taux de dépendance total (c.-à-d. les 0 à 14 ans et les plus de 65 ans vs les 15 à 64 ans) s'élève à 40 %. D'ici 2040, il sera de 60 %. La Chine vieillit plus vite qu'elle ne s'enrichit...

CHANGING GROWTH MODEL VIA REDUCING SAVING RATE

CHINA'S UNUSUALLY HIGH SAVINGS RATE SHOULD MOVE CLOSER TO GLOBAL NORMS
Household savings rate vs. total dependency ratio, 2015



Source: Gavokal Dragonomics

Taux d'épargne

Ce vieillissement, auquel vient s'ajouter un régime général de la sécurité sociale insuffisant, explique le niveau excessivement élevé du taux d'épargne chinois, qui est de 37%. Le système de santé de la Chine se développe rapidement et des hôpitaux gigantesques d'une capacité de 7 000 lits ont vu le jour. Le service n'est cependant pas toujours aussi efficace, et les patients sont confrontés à des temps d'attente interminables. Le total des effectifs s'élève par exemple à 7 400 personnes, par rapport à 9 000 pour les quatre sites de l'hôpital universitaire de Louvain. Il faut savoir cependant que l'UZ Leuven compte à peine 2 000 lits, ce qui lui permet d'offrir un service de bien meilleure qualité à ses patients. De plus, la couverture des coûts que prévoit l'État chinois ne vaut que pour les soins de base. Et pour les interventions plus invasives, les coûts grimpent très rapidement.

Les pensions non plus ne représentent pas grand-chose. Le fonds de retraite public ne peut investir que dans les dépôts bancaires et les obligations d'État, dont le rendement annuel réel s'élevait respectivement à -0,6% et 1% entre 1993 et 2004. L'OCDE a calculé que le rendement annuel nominal obtenu en moyenne des comptes individuels de retraite pendant la même période aurait été de 2,4% par rapport à une augmentation annuelle de 12,4% des salaires moyens. En outre, des administrations locales se sont servies de l'argent de certains fonds de retraite publics pour financer des investissements hautement spéculatifs. Par conséquent, les pensions versées aux travailleurs du secteur privé sont largement insuffisantes et contrastent vivement avec les sommes que perçoivent les fonctionnaires et les militaires. La pension de ces derniers peut en effet atteindre jusqu'à 80% de leur dernier revenu. En conséquence, il n'est pas rare de voir, en fin de carrière, des manœuvres 'à la belge', qui consistent à offrir aux personnes concernées une belle promotion juste avant qu'elles ne partent à la retraite.

Examen d'entrée

Le système de sécurité sociale trop restreint incite les Chinois à garder une poire pour la soif avec, pour résultat, un taux d'épargne extrêmement élevé. Un autre poste de dépense important est celui de l'éducation. Le 'gaokao', une espèce d'examen d'entrée auquel chaque étudiant doit se soumettre à l'âge de 18 ans, est décisif pour le reste de vos jours. Si vous figurez parmi le premier pour cent des 10 millions de participants (annuels!), vous serez admis à l'une des universités

de haut niveau et une fois diplômé, une carrière prestigieuse vous attendra. Les autres doivent se contenter d'établissements d'enseignement de moindre niveau, offrant des débouchés de carrière bien plus limités.

Les parents sont prêts à tout pour préparer au mieux leurs enfants au 'gaokao'. Cependant, le niveau de l'enseignement élémentaire chinois varie et peut être, selon les cas, 'excellent' (c'est le cas de certaines écoles à Shanghai, qui obtiennent un score PISA de 550 ; à titre de comparaison, le score PISA moyen des écoles flamandes est de 515), 'très bien' (score PISA de 500 pour les trois autres villes chinoises principales), ou 'lamentable' (dans les provinces défavorisées avec un score de PISA de 300). L'admission des enfants dans les meilleures écoles est donc cruciale et s'obtient notamment en jouant des coudes et en effectuant des paiements. Certaines écoles réservent un certain nombre de places pour les enfants des familles habitant le quartier. S'il s'agit d'une école de qualité, les prix des immeubles environnants dépassent rapidement tous les montants imaginables.

Pour faire baisser le taux d'épargne, il faut donc commencer par réformer l'enseignement et développer le système de la sécurité sociale. En ce qui concerne ce deuxième élément, le système serait plus efficace si l'octroi des avantages était géré de manière centralisée. Et c'est précisément l'objectif de la digitalisation rapide de la Chine. En 2015, environ 50 % de la population chinoise utilisait Internet. D'après Cisco, d'ici 2020, ce pourcentage aura atteint jusqu'à 66 %.

4. Vers une société digitale à vitesse grand V

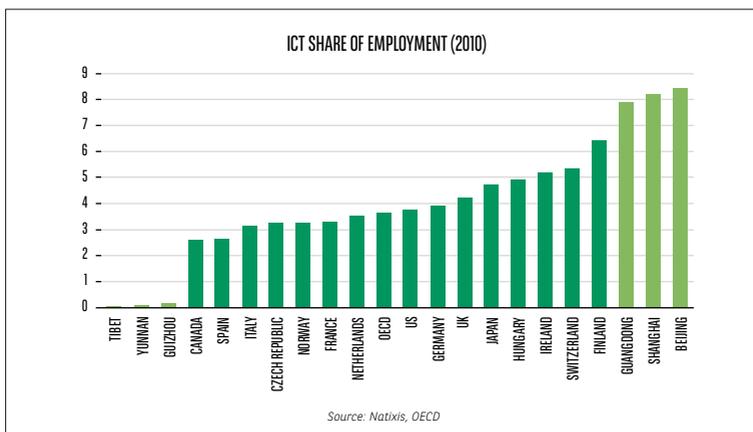
Avec une population dont le taux d'épargne flirte avec les 37%, la Chine dispose d'un potentiel important en matière de consommation intérieure, à condition – comme nous l'avons expliqué dans notre précédent article – qu'elle élargisse et approfondisse son système de sécurité sociale. Ce n'est par ailleurs pas simple pour un pays dont la superficie est presque aussi grande que l'Union Européenne et dont la population est trois fois plus nombreuse.

À l'heure actuelle, la sécurité sociale est essentiellement organisée au niveau local. Les abus et les injustices ne sont pas rares. C'est ce qui explique que le pouvoir central à Beijing aimerait en prendre le contrôle. Dans une société digitalisée, cette ambition peut facilement devenir réalité, car tout le monde devient joignable par voie numérique et les indemnisations et paiements peuvent se faire en direct.

Chine digitale

Les calculs effectués par le groupe de réflexion Bruegel indiquent que l'économie digitale chinoise est encore relativement peu développée. Bruegel compare la part de la valeur ajoutée du secteur ICT dans la valeur ajoutée totale et la contribution de l'ICT dans l'emploi total. Ces deux paramètres ont beaucoup augmenté au cours des dix dernières années. Leur part dans la valeur ajoutée totale est passée à 5,6% en 2016, mais ce chiffre est encore inférieur à la moyenne de 6% de l'ensemble des pays de l'OCDE (pour 2012).

Ces chiffres donnent cependant une image déformée, car ce sont des moyennes, et une moyenne en Chine équivaut à mettre en Europe l'Allemagne et la Roumanie dans le même sac. Dans les villes importantes comme Guangdong, Shanghai et Beijing, la part de l'emploi dans le secteur ICT – soit respectivement 8,4%, 8,2% et 7,9% – dépasse celle de presque tous les grands pays de l'OCDE (cf. graphique). L'emploi dans le secteur ICT dans les régions moins développées comme le Tibet et le Guizhou atteint à peine à 0,1%.



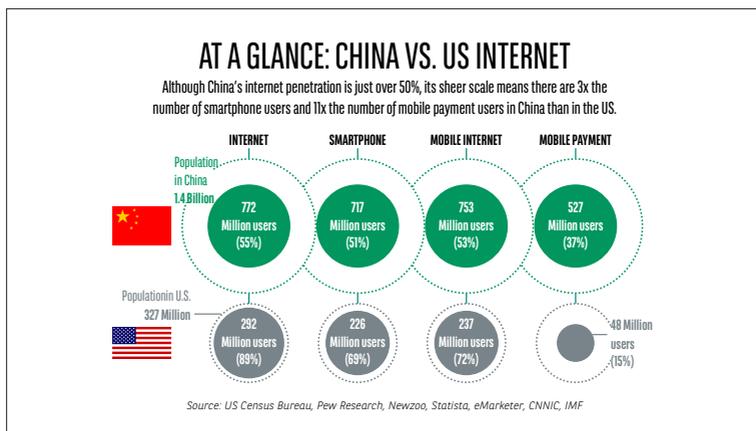
Dans les pages qui suivent, nous examinerons le développement de la Chine digitale à partir de trois points de vue : 1/ perspective sociale et sociétale, 2/ du point de vue de l'impact des entreprises, 3/ de l'impact des pouvoirs publics sur la digitalisation.

Société - «Have» et «have not»

Les pouvoirs locaux et nationaux chinois font d'énormes efforts pour encourager le développement de l'écosystème digital. Le taux de pénétration d'internet dans l'ensemble du pays se monte à 50 %. Sur une population de 1,4 milliard d'habitants, cela signifie qu'il y a en Chine plus d'utilisateurs d'internet qu'aux États-Unis et en Europe réunis, trois fois plus d'utilisateurs de smartphones et 11 fois plus d'utilisateurs de paiements mobiles qu'aux États-Unis. La moindre hausse du taux de pénétration fait une énorme différence eu égard à la taille du marché chinois.

Les investissements dans les infrastructures devraient gommer les différences entre les « have » et « have not » digitaux. Au cours des dix dernières années, le taux de pénétration d'internet dans les zones rurales a été multiplié par cinq, passant de 7 à 35 %. En 2017, on comptait plus de 2.100 villages « Taobao » avec 490.000 magasins en ligne actifs et un chiffre d'affaires annuel de 19 milliards de dollars. Les villages « Taobao » sont des villages ruraux où au moins 10 % des ménages vendent des biens en ligne pour un chiffre d'affaires commun de minimum 1,6 million de dollars par an. Le gouvernement central oblige également les pouvoirs

locaux à investir au moins 8 % de leur budget dans la digitalisation et l'enseignement (55 millions d'étudiants vivant dans des zones rurales sont déjà accès à des classes live en streaming).



Société - villes de plusieurs millions d'habitants

Cette digitalisation rapide est surtout visible dans les villes. Comment la Chine réussit-elle ce tour de force ? L'existence de nombreuses villes de plusieurs millions d'habitants y contribue. La Chine compte 22 villes de plus de cinq millions d'habitants, contre une seule aux États-Unis et quatre en Europe. L'effet de taille et la forte densité de population des villes chinoises attirent investisseurs et entrepreneurs et les poussent à expérimenter en matière digitale. Les personnes de différents secteurs se rencontrent spontanément et des synergies se créent. Le taux de digitalisation dans ces villes est souvent supérieur à celui d'autres grandes économies. A Beijing et Shanghai par exemple, plus de 90 % des ménages ont accès à internet, soit autant qu'à New York et un peu plus qu'à San Francisco (88 %). Le nombre de trajets effectués à Beijing dans des voitures partagées est, selon les estimations, huit fois plus important qu'à New York. Les villes chinoises sont des foyers d'innovation digitale.

La digitalisation rapide s'explique aussi par l'engouement des Chinois pour les technologies numériques. Les « digital natives » – ces jeunes de moins de 25 ans – sont particulièrement ouverts aux derniers gadgets digitaux. Leur enthousiasme soutient la croissance actuelle et future des nouveaux développements digitaux et accélère leur vitesse d'adoption.

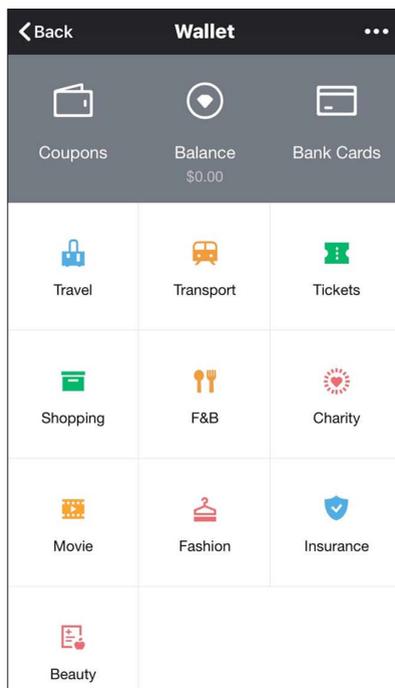
Société - Hukou

Mais les anciennes générations sont impliquées malgré elles. Une des raisons est le « hukou », un système d'état civil fixe et immuable. C'est ce qui permet aux citoyens chinois de bénéficier de leurs droits, comme l'accès à l'enseignement et aux soins de santé. Depuis les années '80, de nombreux travailleurs chinois ont quitté la campagne pour se rendre en ville, à la recherche d'une vie meilleure. Résultat, ils ont perdu leurs droits associés au « hukou ». Ils ont généralement confié l'éducation de leurs enfants aux grands-parents, dans des conditions matérielles peu enviables, et avec un accès limité à l'enseignement et aux soins de santé, quand ils sont abordables financièrement ! Selon les estimations, 60 millions d'enfants grandiraient dans ces conditions.

Souvent, le smartphone des grands-parents est le seul moyen dont ils disposent pour entrer en contact avec leurs enfants. Pour conserver la paix sociale, le gouvernement fait le maximum pour que ces séniors prennent le train digital, en rendant les technologies numériques plus accessibles, entre autres en maintenant très bas le prix des smartphones. Ces dernières années, les règles concernant le « hukou » ont été légèrement assouplies. Mais cela ne vaut pas pour les villes principales – surpeuplées – comme Shanghai et Pékin, où la plupart des paysans ont trouvé refuge.

Entreprises - Alibaba & C°

Les géants technologiques comme Alibaba, Tencent et JD.com jouent un rôle clé dans la diffusion des technologies digitales. La pérennité de leur modèle de distribution en ligne dépend d'ailleurs de l'adoption rapide des paiements digitaux par la population. Pour ce faire, ils ont développé un « porte-monnaie électronique ». Les banques traditionnelles ne s'occupent pas des particuliers et se concentrent surtout sur les crédits aux entreprises. C'était jusqu'il y a peu lucratif et facile, car elles pouvaient appliquer un taux fixe déterminé par le gouvernement et le remboursement de ces crédits par les entreprises étatiques était garanti.



Alibaba et Tencent se sont engouffrés dans cette brèche avec leur porte-monnaie électronique Alipay et WePay. Les géants technologiques ont créé tout un écosystème autour de ce porte-monnaie, en l'utilisant comme « one-stop-shop » pour tout ce dont les consommateurs ont besoin : achats en ligne, achat de billets de train ou de cinéma, paiement du gaz et de l'électricité, etc. Les paiements effectués via le porte-monnaie électronique ont rapidement été adoptés dans les grandes villes. Aujourd'hui également, la grande majorité des magasins, mais aussi des fournisseurs de services comme les taxis, sont payés en monnaie scripturale sur base d'un code QR.

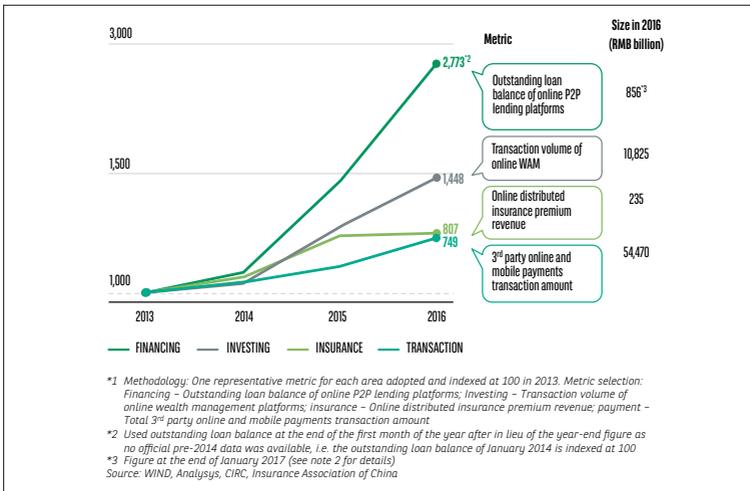
L'énorme quantité de données de transactions et autres données personnelles aboutissent dans les mains des géants technologiques par l'intermédiaire de leurs plates-formes de commerce en ligne. Elles sont d'ailleurs directement transmises aux autorités. Ces données, combinées avec des algorithmes et des ordinateurs particulièrement puissants, ont rapidement donné naissance au développement de nouveaux produits. Les crédits sont aujourd'hui proposés sur base d'un score financier calculé à partir de l'historique de paiement des citoyens, de leurs

revenus et d'autres paramètres. En quelques années, des centaines de millions de Chinois ont ainsi pu accéder à de véritables services bancaires. Nombre de Chinois peuvent aujourd'hui emprunter pour lancer leur propre entreprise. L'accès aux services financiers favorise l'égalité financière.

Entreprises - Fintech

Mais les services financiers vont bien au-delà de la possibilité d'effectuer des paiements. De nouvelles plates-formes ont poussé comme des champignons et ont développé des services financiers jusque là inexistants, comme la banque privée, des produits d'épargne, les crédits « peer to peer » (P2P), et les assurances en ligne. Le développement des produits Fintech fut spectaculaire au cours des dernières années, en partie à cause de leur totale inexistence dans un passé récent. Les primes d'assurance perçues en ligne ont été multipliées par huit entre 2013 et 2016. L'encours de crédits via le « P2P » a été multiplié par 24 au cours de la même période.

70 % des Chinois ayant accès à internet utilisent des produits Fintech. Dans les pays développés, ce chiffre varie de 33 % aux États-Unis à 42 % au Royaume Uni. Ce développement rapide fait de la Chine un champ d'expérimentation idéal pour les entreprises (financières) occidentales. Malgré la croissance fulgurante de la Fintech, celle-ci ne représente encore que 2 % de la totalité du secteur bancaire chinois.



Entreprises - «Smile and pay»

Entretemps, les sociétés financières chinoises expérimentent de nouvelles formes de paiement. Les paiements via la reconnaissance faciale («smile and pay») ou sur base d'autres caractéristiques biométriques sont la prochaine étape vers une société sans cash. Webank, la première banque entièrement privée de Chine – qui compte Tencent parmi ses principaux actionnaires – est une banque 100% en ligne qui fonctionne avec la reconnaissance faciale. Ces technologies se développent rapidement parce que la population chinoise se montre très réceptive.

Les «wearables», comme les montres et les bracelets intelligents, sont aujourd'hui déjà utilisés pour les paiements de petites sommes. La collaboration entre Alibaba et Xiaomi, un important fabricant chinois de smartphones, tablettes et «wearables», travaille au jumelage entre le porte-monnaie électronique Alipay et le bracelet de fitness Mi Band de Xiaomi. Il existe en Chine des centaines de marques de «wearables» qui collaborent avec Wechat Pay (Tencent), Alipay (Alibaba), Unionpay, etc.

Fin 2017, l'Agricultural Bank of China (ABC) a introduit la reconnaissance faciale dans son application de banque mobile pour ses clients en Chine. A l'heure actuelle, toutes les grandes banques (China Merchants Bank, Construction Bank of China) utilisent cette technologie pour leurs ATM (dans l'éventualité où des citoyens souhaiteraient retirer du cash): il suffit d'introduire son numéro de téléphone ou numéro de carte d'identité et le montant souhaité. La caméra scanne alors le visage du client qui confirme via son code secret. Le risque de copie illégale de carte bancaire disparaît donc, ainsi que celui de voir sa carte bancaire avalée par l'automate.

Autorités - Government Induced Policy

Le rôle du gouvernement dans cette digitalisation rapide de la Chine ne doit pas être sous-estimé, et c'est de lui que dépendra le succès ou l'échec de cette digitalisation, en particulier dans le monde de la Fintech. En septembre 2017, les plates-formes de négoce de devises virtuelles ont été interdites, ainsi que les «Initial Coin Offerings» ou ICO. Fin décembre de la même année, le gouvernement a resserré les règles du financement par internet et des crédits P2P. Ces trois dernières années, le nombre de sociétés P2P est passé de 6.000 à 2.000. La nouvelle

législation oblige les plates-formes de paiement – qui offrent de plus en plus de produits bancaires – à respecter les obligations d'une « vraie » banque et à disposer de réserves de plus en plus importantes auprès de la banque centrale chinoise.

C'est le schéma classique suivi par le gouvernement lors du développement de nouveaux secteurs. Dans son plan quinquennal, il définit le cap à suivre pour la période suivante. Ensuite, il met chaque année le focus sur quelques nouveaux secteurs qui peuvent profiter de subsides importants. Le panurgisme et les considérations purement opportunistes font en sorte que les entrepreneurs chinois se marchent sur les pieds pour s'adjuger au moins une partie de la manne gouvernementale. Le secteur se développe à la vitesse de l'éclair, ce qui provoque une surcapacité considérable : pensez au secteur des vélos de location au début 2018. C'est le moment où le gouvernement intervient : les plus petits acteurs abandonnent et le secteur se stabilise. On appelle cette méthode « Government Induced Policy ».

Gouvernement - Made in China 2025

C'est aussi la manière dont le gouvernement souhaite mettre en œuvre son ambitieux plan « Made in China 2025 » (MIC 2025). L'objectif est d'introduire la digitalisation et le développement technologique rapide dans l'industrie chinoise, à l'image de l'exemple allemand Industry 4.0. Dix secteurs dans lesquels la Chine souhaite faire partie des leaders mondiaux d'ici 2025 ont été sélectionnés. Parmi ces secteurs, on trouve entre autres les véhicules et équipements à faible consommation énergétique, la nouvelle génération de technologies de l'information et de robots, et des équipements de transport de pointe, à la fois dans l'espace, sur mer et sur terre.

Le plan MIC2025 doit permettre à la Chine d'éviter toute baisse du revenu moyen. Le PIB chinois par habitant se monte aujourd'hui à 16.000 dollars par an. On a par ailleurs constaté que, dans de nombreux pays, la croissance économique ralentissait lorsque le niveau de vie atteignait une fourchette entre 12.000 et 18.000 dollars per capita. À ce niveau, l'économie perd son avantage concurrentiel lié aux bas salaires. Avec MIC2025, la Chine souhaite transformer le « Made in China » en « Designed in China », la production rapide en production de haute qualité, et les produits chinois en marques chinoises. Elle veut éviter d'être prise en tenaille entre les nouveaux producteurs moins chers de pays émergents et les économies industrialisées les plus avancées.

Gouvernement - Menace

La promotion du plan MIC2025 s'est faite de manière typiquement chinoise, c'est-à-dire, avec un manque de tact évident. Un document de travail non officiel mentionnait l'objectif d'arriver à 70 % d'autosuffisance dans ces secteurs. Cela implique que l'on accorde la préférence aux entreprises locales et que le gouvernement leur verse des subsides. Mais cela va à l'encontre des règles de l'OMC et vient s'ajouter aux nombreuses plaintes relatives à la difficulté d'accès des entreprises étrangères au marché chinois. Dans son dernier rapport, la Chambre de Commerce Europe-Chine à Beijing a établi une liste de 832 recommandations pour un meilleur accès des entreprises étrangères au marché chinois.

Comment devenir autosuffisant et une grande puissance industrielle ? Les détracteurs pointent la stratégie chinoise d'acquisitions à l'étranger (pilotée par Beijing ?), les transferts forcés de technologies, et même le cyber-espionnage commercial. Si la Chine réussit à devenir autosuffisante à hauteur de 70 % de sa chaîne d'approvisionnement, alors les importateurs allemands, sud-coréens et japonais de produits de haute technologie se sentiront-ils – à juste titre – menacés ou non ?

Gouvernement - Trop agressif

L'ambition de passer à la phase suivante de développement économique grâce à la mise en place d'une stratégie industrielle est tout à fait légitime. Mais d'après certains observateurs, l'importance de cette stratégie ne doit pas être sous-estimée. Le plan MIC2025 est selon eux surtout un plan de marketing du Parti Communiste à usage domestique. Les dirigeants chinois n'ont pas pris en compte l'opposition que ce plan soulèverait à l'étranger. Il vient s'ajouter au ton plus agressif – voire même arrogant – utilisé par le président Xi Jinping par rapport à ses prédécesseurs, notamment dans son discours sur le « développement pacifique » de la Chine. En 2012, dans son allocution d'intronisation, Xi Jinping avait déjà abandonné toute forme de modestie. Il a promis de « rendre sa grandeur à la Chine » et de « faire renaître la nation chinoise ».

La question est de savoir dans quelle mesure ce plan se réalisera. La Chine a en effet besoin de l'aide étrangère pour y parvenir. Car malgré des décennies d'efforts et des milliards d'investissements dans les semi-conducteurs développés en Chine, l'Empire du Milieu importe encore 95 % des puces high-end utilisées dans les ordinateurs et les serveurs. L'objectif de rendre la chaîne d'approvisionnement

autosuffisante à hauteur de 70 % semble donc irréaliste. La Chine se développe rapidement et sort de la phase « copy and paste better ». Mais dans de nombreux domaines, elle doit encore apprendre à marcher avant de vouloir courir. En dépit de son immense marché domestique, la Chine a besoin de l'Occident pour assurer son développement, tout comme les entreprises occidentales ont besoin de la Chine pour améliorer quelque peu leur potentiel de croissance.

5. La Chine, pays des extrêmes et des paradoxes

Les régimes autocratiques sont-ils plus mauvais que la démocratie ? Sur le plan de la croissance, la Chine n'a pas son égal. Depuis les années '80, elle croît de près de 10% par an. En Chine, on parle de « benevolent dictatorship » et non de véritable dictature.

Le Parti

En Chine, quelle que soit l'étiquette qu'on lui donne, l'Etat prévaut. La sécurité nationale est une priorité absolue et tout doit s'effacer devant cet objectif. Le Parti Communiste Chinois (PCC) est omniprésent et a des antennes partout. Les personnes en charge de la sécurité sociale dans les villages éloignés sont aussi les représentants du PCC. La meilleure preuve de la toute-puissance du parti, c'est que le président chinois est également le CEO du Parti Communiste.

Les citoyens sont contrôlés, et bien plus encore que dans le passé. Le pays est truffé de caméras et la Chine a l'intention de soumettre ses 1,4 milliard d'habitants à un système de crédit social basé sur le contrôle digital, la reconnaissance faciale et de nombreux autres systèmes de contrôle. Les citoyens qui obtiennent un mauvais score, par exemple parce qu'ils visitent des sites internet suspects, brûlent un feu rouge ou contestent une amende, sont punis. A l'heure actuelle, 12 millions de Chinois sont interdits de déplacements à l'intérieur du pays.

L'avantage de ces contrôles, c'est que les grandes villes chinoises sont particulièrement sûres. Les citoyens peuvent se promener jour et nuit dans les rues en toute sécurité. On n'entend aucune sirène et les voitures de police sont absentes du paysage urbain, ce qui contraste avec la plupart des villes en Occident.

Par contre, l'arbitraire règne en maître. « Tant que vous êtes dans les bonnes grâces des autorités, vous n'avez pas de souci à vous faire », me confie un expatrié belge. « Dans le cas contraire, votre dossier est placé en haut de la pile et les autorités peuvent venir vous sortir du lit à 2 h du matin et vous emmener. » « Les victimes n'ont par ailleurs pas beaucoup de droits », renchérit son collègue. « Comment rectifier une erreur ? Ceux qui ont un problème sont vraiment en difficulté ». Et les règles sont celles du Parti.

Super-efficacité vs. bureaucratie

La centralisation du pouvoir a aussi des avantages, en particulier sur le plan économique. Alors qu'en Belgique, nous avons par exemple discuté pendant 20 ans avant de nous décider à propos de la liaison Oosterweel à Anvers, le quatrième (!) Ring autour de Pékin – d'une longueur de 100 km et équipé de 50 sorties – a été construit en moins d'un an dans les années '90. En 2002, cette ville de plusieurs millions d'habitants comptait deux lignes de métro. Aujourd'hui, elle en compte 24 et la construction de six lignes supplémentaires, entièrement automatisées, est en cours. Soulignons aussi que la superficie de la ville de Pékin est 21 fois supérieure à celle de New York.

Les Chinois sont aussi efficaces dans bien d'autres domaines. Le développement de nouveaux secteurs, via ce que l'on appelle les « policy induced economic cycles », est très rapide. Les cycles sont régis par les autorités qui encouragent le développement d'un secteur donné en l'inondant de subsides. Les entreprises ont le champ libre, ce qui mène généralement à des surcapacités. A ce moment-là, les pouvoirs publics interviennent à nouveau pour réguler le nouveau secteur. Conséquence: un mini cycle de « boom-bust ». Le développement du secteur des vélos partagés en 2017-2018 (recherchez « share bike China » sur Google), où l'on voit les rues inondées de vélos de centaines de concurrents, en est une belle illustration.

Les choses sont bien différentes dans les secteurs traditionnels. Un rendez-vous dans une banque peut facilement prendre une demi-journée. Nous avons déjà indiqué qu'une visite à l'hôpital tenait du cauchemar. Et toute démarche administrative auprès des pouvoirs publics est un véritable parcours du combattant. Dans de nombreux cas, cette situation résulte du fait que les Chinois n'ont jamais appris à réfléchir par eux-mêmes, car le Parti le fait pour eux. D'autres font allusion à la crainte croissante des citoyens de prendre eux-mêmes des initiatives suite au récent resserrement du contrôle du Parti sur leur vie quotidienne.

Plus riche, mais plus inégale

Un système autocratique n'empêche donc pas nécessairement un pays de se développer rapidement. La Chine en est un bel exemple. Du point de vue de la redistribution des richesses, ce système pose cependant des problèmes. En 30 ans, la Chine est passée du statut de pays pauvre à celui d'un pays dont la population

jouit de revenus moyens. Entre 1981 et 2013, 850 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté (revenu de moins de 1,9 dollar par jour). Le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 88 % à 1,85 %.

La Chine s'est enrichie, mais les inégalités n'ont cessé d'augmenter. Depuis le milieu des années '80, l'indice de Gini est passé de 0,3 à un peu moins de 0,49. Pour rappel, cet indice mesure les inégalités. Il varie entre 0 et 1, 0 indiquant que tout le monde gagne la même chose, et 1 que toutes les richesses vont à une seule personne. Avec son score actuel, la Chine est comparable à des pays comme le Mexique et le Brésil.

En Chine, ces inégalités ne sont devenues un sujet de discussion que depuis peu. Au cours des dernières décennies, la population chinoise a surtout pensé à son bien-être. Mais récemment, avec la naissance et le développement de la classe moyenne, les Chinois s'inquiètent davantage de problèmes sociaux plus larges, ce qui représente un défi pour les autorités. Elles se sentent en effet plus à l'aise avec la politique « China first » que face à l'intérêt croissant que la population porte à certaines valeurs.

Tensions

En plus des inégalités de revenus, le système de « hukou » est une source croissante de frustration. Ces dix dernières années, des centaines de millions de Chinois ont migré des campagnes vers les grandes villes comme Beijing et Shanghai. Ils ont construit ces villes et les ont transformées en mégalo-poles.

Les autorités ont récemment annoncé qu'elles comptaient modifier le statut de 100 millions de ces 250 millions de migrants sans « hukou » dans leur ville de résidence. Mais la mise en œuvre de ce plan est bancal puisque les 150 millions d'autres sont invités à rentrer dans leur village d'origine. On peut se demander si ces travailleurs migrants se laisseront aussi facilement renvoyer dans leurs campagnes.

Le système en place pourra-t-il survivre à ces inégalités ? Tant que la croissance continue, il n'y aura pas de problème. Avec une croissance annuelle de 10 %, la prospérité double tous les sept ans. La population en ressent les bienfaits et n'a aucune envie de se plaindre de l'augmentation ou de la baisse des inégalités. Mais que se passera-t-il le jour où cette croissance s'arrêtera ? Dans une démocra-

tie, on réussit à canaliser les tensions et à trouver un équilibre entre les intérêts de chacun. En cas de récession, la manière dont ces tensions seront gérées par un régime autoritaire comme celui de la Chine reste un dangereux et important point d'interrogation.

Société de classes vs. méritocratie

Avec son système de « hukou », la Chine est clairement une société de classes. Ce système s'inscrit dans la droite ligne du confucianisme, qui constitue l'ossature de la vision éthique et philosophique du Chinois moyen. L'idée de base est que si chacun joue correctement son rôle, le monde sera « ordonné ». Tout le monde occupe une place prédéterminée dans ce monde. Et il est peu question de morale dominante. « En Occident, c'est le principe 'les derniers seront les premiers' qui s'applique », m'explique mon interlocuteur. « En Chine, le dernier reste le dernier, et pour diriger, il faut avoir les bons contacts. Point à la ligne ! La définition du 'win-win' en Chine est la suivante : si je gagne, je gagne encore plus. C'est une philosophie très différente de la nôtre. »

Par contre, la Chine est aussi un pays de méritocratie. Ceux qui travaillent dur, excellent dans leur domaine et sont compétents, peuvent réussir. Les premiers exemples de méritocratie administrative – ceux qui dirigent occupent ce poste parce qu'ils l'ont mérité et pas parce qu'ils ont hérité de leur statut – remontent à la Chine ancienne. La Chine est encore un exemple de méritocratie politique. Mais avec sa nomination en tant que président à vie, Xi Jinping pourrait y mettre fin.

Le problème avec la variante chinoise de la méritocratie, c'est que sans contacts, vous n'arrivez à rien. Le « gaokao » – l'examen d'entrée – teste les capacités intellectuelles des candidats. Le problème de ce test, c'est que les participants ne se retrouvent pas à armes égales sur la ligne de départ. Ceux qui ont de bonnes relations et ont pu étudier dans une école élitiste partent avec une longueur d'avance. Ce désavantage ne permet pas à un enfant d'une famille ordinaire de s'en sortir.

Le pouvoir du nombre

Un message important pour l'Europe, c'est qu'en Chine, « big » signifie « beautiful » dans ce monde sans frontières. Le pouvoir du nombre est immense. Combiné à une stratégie clairement centralisée, ce pouvoir permet de progresser rapidement. La Chine l'a prouvé au cours des 30 dernières années.

En Chine, si vous êtes autorisé à appliquer une nouvelle technologie pour la gestion d'un nouveau complexe aéroportuaire, vous ne travaillerez pas pour un ou une poignée d'aéroports, mais pour 51 aéroports. Le parc automobile est passé d'une voiture par 200 habitants à une voiture par 25 habitants. Et malgré cette augmentation, le potentiel de développement du secteur est encore gigantesque. Ces chiffres vertigineux rendent la Chine quasiment incontournable pour les entreprises.

Pour certaines technologies, elle est d'ailleurs devenue un passage obligé. Dans le domaine des « wearables », et surtout dans leurs applications, la Chine possède une bonne longueur d'avance sur le reste du monde. Si vous ne développez pas votre technologie pour les quelque 800 millions de Chinois qui ont accès à internet et qui réalisent déjà tous leurs paiements de manière électronique, vous ne pourrez pas vous imposer comme standard mondial. De même, si la Chine n'applique pas votre technologie d'énergie verte, celle-ci aura du mal à percer.

Europe

La situation évolue à la vitesse de l'éclair. Récemment, la Chine jouait à saute-mouton avec les États-Unis en termes de nombre de licornes, ces jeunes entreprises technologiques dont la capitalisation boursière est supérieure à 1 milliard de dollars. Avant la correction boursière des valeurs technologiques d'il y a quelques mois, la Chine comptait 149 licornes pour 146 aux États-Unis.

L'Europe quant à elle se situe loin derrière. Dans le classement des licornes, nous arrivons après l'Inde, qui en compte 13. Le Royaume Uni, qui fait malgré tout encore partie de l'Europe, en compte le même nombre. Il est suivi par l'Allemagne, avec quatre licornes. Le financement d'entreprises technologiques prometteuses est très difficile en Europe parce qu'il n'existe pas de marché unique des capitaux. La création d'une entreprise paneuropéenne est difficile parce qu'il

n'existe pas de marché unique des services. Et il n'est pas évident de proposer des services digitaux à l'échelle européenne parce qu'il n'existe pas de marché digital unique.

« Il est pathétique de voir à quel point les pays européens continuent à privilégier leurs intérêts individuels », se lamente un banquier expatrié qui observe la situation avec un certain recul. « L'Europe, et les pays européens pris individuellement, sont vraiment naïfs. On peut dire la même chose de la Belgique. Notre pays est trois fois plus petit que la seule ville de Shanghai, et pour faire notre promotion, nous nous divisons en trois ! » Il est urgent de construire une Europe plus intégrée. « Car la Chine, c'est comme un camion. On le voit arriver, et on sait qu'il ne s'arrêtera pas. »



Message important

La division Private Banking de BNP Paribas Fortis sa, dont le siège social est établi 3 Montagne du Parc à 1000 Bruxelles, RPM Bruxelles, TVA BE 0403.199.702 («BNP Paribas Fortis Private Banking»)*, est responsable de la production et de la distribution de ce document. Ce document est une communication marketing et ne vous est uniquement fourni dans le cadre d'un service d'investissement spécifique. Il ne constitue pas un prospectus au sens de la législation relative aux offres publiques et/ou à l'admission d'instruments financiers à la négociation sur un marché. Il ne constitue pas de conseil en investissement et ne peut être considéré comme une recherche en investissement. Il n'a dès lors pas été élaboré conformément aux dispositions relatives à la promotion de l'indépendance de la recherche en investissements. Par conséquent, BNP Paribas Fortis Private Banking n'est soumise à aucune interdiction relative à l'exécution de transactions avant la diffusion de ce document.

Toute information relative à des investissements est à tout moment susceptible de modification(s) sans aucune notification. Les informations sur des performances passées, des performances passées simulées ou des prévisions ne sont pas un indicateur fiable des résultats futures. BNP Paribas Fortis Private Banking a pris toutes les mesures raisonnables afin de garantir l'exactitude, le caractère clair et non-trompeur des informations contenues dans ce document lors de sa rédaction. Ni BNP Paribas Fortis Private Banking, ni aucune des sociétés qui lui sont liées, ni aucun de ses administrateurs, collaborateurs ou employés ne pourront être tenus responsables de toute information incorrecte, incomplète ou absente, ou des éventuels dommages directs ou indirects, pertes, frais, réclamations, indemnités ou autres dépenses qui résulteraient de l'utilisation de ce document ou d'une décision prise sur la base de ce document, sauf en cas de dol ou de faute lourde.

Une décision ne peut, par conséquent, être prise sur la seule base de ce document et ne devrait être considérée qu'après une analyse profonde de votre portefeuille ainsi qu'après avoir obtenu toutes les informations et tous les conseils nécessaires de professionnels du secteur financier (experts fiscaux y compris).

BNP Paribas Fortis a établi une politique afin de prévenir et d'éviter les conflits d'intérêts. Les investissements personnels effectués par les personnes qui participent à la rédaction de ce document sont généralement soumis à un contrôle. De plus, il est interdit d'investir dans des instruments financiers ou des émetteurs pour lesquels ils rapportent. Ces personnes ont reçu des instructions spécifiques au cas où ils disposent d'information privilégiée.

(*) BNP Paribas Fortis sa est soumise en qualité d'établissement de crédit de droit belge au contrôle prudentiel de la Banque Nationale de Belgique ainsi qu'au contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA) en matière de protection des investisseurs et des consommateurs. BNP Paribas Fortis sa est inscrite comme agent d'assurances sous le n° FSMA 25879 A et agit en qualité d'intermédiaire d'AG Insurance SA.

Conflits d'intérêts

Il peut exister des conflits d'intérêts dans le chef de BNP Paribas Fortis sa et ses sociétés liées à la date de rédaction du présent document. Des règles de comportement et procédures internes, spécifiques, sont élaborées à cet effet. Ces codes de conduite et les mentions des conflits d'intérêts éventuels dans le chef de BNP Paribas Fortis sa et ses sociétés liées sont disponibles sur <http://disclosures.bnpparibasfortis.com> et, en ce qui concerne le groupe BNP Paribas, sur <https://wealthmanagement.bnpparibas.fr/conflict-of-interest.html>. Vous pouvez également obtenir cette information via votre personne de contact.

Engagement des analystes

Les personnes nommément désignées comme les auteurs des textes relatifs aux actions individuelles présentées certifient que:

1. toutes les opinions exprimées dans le rapport de recherche reflètent précisément les opinions personnelles des auteurs concernant les instruments financiers et les émetteurs concernés; et
2. aucune partie de leur rémunération n'a été, n'est ou ne sera, directement ou indirectement, liée aux recommandations ou aux opinions spécifiques exprimées dans le rapport de recherche.

Voyage d'étude **en Chine**

Koen De Leus



.....

©BNP Paribas Fortis - 2018
BNP Paribas Fortis SA, Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles - Belgique
TVA BE 0403.199.702 - RPM Bruxelles

E.R. : Koen De Leus